

-Appel à la grève du 18 juin 2008- Non à la casse du service public audiovisuel !

Le 8 janvier 2008, le président Sarkozy annonçait la suppression de la publicité sur les chaînes publiques. Cette décision entrainera un manque à gagner de 810 Millions d'euros de recettes publicitaires auxquels il faut ajouter le coût de remplacement des programmes (400 Millions d'euros) soit 1,2 Milliards d'euros, représentant environ 40% du budget de France télévisions, et 45 Millions d'euros pour Radio France !

Cette simple annonce a d'ores et déjà provoqué une déstabilisation économique et financière du groupe France télévisions qui, pour la première fois depuis sa création, affichera un résultat déficitaire en 2008. Les 317 salariés de la régie publicitaire (FTP) sont les premières victimes de ce plan social élyséen.

Cinq mois après l'annonce, aucun modèle économique alternatif n'a été élaboré alors que tous les verrous semblent se lever pour accompagner le développement du secteur privé (double coupure, suppression des seuils anti-concentration, etc.). Dans le même temps, ce sont l'INA et RFI qui se voient privés de leur ressource.

Dans ce contexte, les risques de démantèlement de l'audiovisuel public sont plus que jamais évidents. Dorénavant l'onde de choc touche toutes les entreprises de l'audiovisuel public, France télévisions, Radio France, l'INA, RFI, TV5, CFI, France 24, etc.

L'Intersyndicale de l'audiovisuel public refuse cette logique de casse qui met en danger le pluralisme de l'information et la production-fabrication de nos programmes. Elle exige le maintien d'un financement intégral et cohérent de toutes les

entreprises de l'audiovisuel public. Elle réaffirme son attachement à la redevance qui doit rester le socle de son financement, avec des ressources complémentaires crédibles. Elle refuse que l'ajustement économique se fasse sur le dos des salariés :

par la réduction du périmètre,

par des suppressions massives d'emplois,

par la casse des conventions collectives.

A cette fin, l'Intersyndicale appelle les salariés de l'ensemble des sociétés du service public audiovisuel à cesser le travail le 18 juin et à manifester à Paris Place de la Bastille à 14h.

Paris, le 9 juin 2008